
La fin d'une ère.

Le SPD à l'automne du gouvernement Schröder

Franz Walter

Juillet 2005

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)
©Ifri, 2005 - www.ifri.org
Institut français des relations internationales
27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60

Juillet 2005

La fin d'une ère.

***Le SPD à l'automne du
gouvernement Schröder***

Franz Walter

Introduction

De nombreux éléments laissent présager qu'une ère politique et culturelle touche actuellement à sa fin en Allemagne : la génération des soixante-huitards se retire. Cela fait deux ou trois ans que l'on peut observer ce phénomène dans les universités, ainsi que dans les directions des médias électroniques et des organes de presse. Aujourd'hui, la politique constitue le point final de ce processus. Selon toute probabilité, Gerhard Schröder, Hans Eichel, Otto Schily, Wolfgang Clement et Heidemarie Wiecezorek-Zeul¹ vont prochainement se retirer de la scène gouvernementale, et ce définitivement. Presque tous appartiennent à une génération née dans les années 40, entrée au parti social-démocrate (SPD) dans les années 60 et ayant par la suite façonné – et même transformé – la social-démocratie. La plupart d'entre eux étaient d'extraction sociale modeste, mais ont connu une ascension sociale rapide grâce à l'expansion du système éducatif : ils ont passé leur *Abitur* (baccalauréat), ont suivi des études et ont quitté les quartiers ouvriers traditionnels pour emménager dans des quartiers d'habitation plus aisés. Ils ont ainsi formé un nouveau centre (*Neue Mitte*). Leur carrière politique a commencé dans les années 70 chez les jeunes socialistes (*Jungsozialisten*), l'aile gauche du parti, où ils se sont opposés avec véhémence au chancelier d'alors, Helmut Schmidt. Durant les années 80, après la chute d'Helmut Schmidt, ils ont été les protagonistes d'une culture post-matérialiste et les avocats d'une coalition avec le nouveau parti des « Verts ». À cette époque, tout laissait envisager qu'ils allaient, à la fin de la décennie, prendre la succession d'Helmut Kohl qui apparaissait plutôt démodé. Mais l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, l'implosion du bloc de l'Est et, à sa suite, la réunification allemande ont prolongé le mandat de chancelier Kohl de huit années supplémentaires.

Franz Walter est professeur à l'Université de Göttingen et spécialiste des partis allemands.
Traduction française : Patrick Le Bihan.

¹ Ces personnalités sont aujourd'hui respectivement chancelier, ministre des Finances, ministre de l'Intérieur, ministre de l'Économie et du Travail et ministre de la Coopération économique et du Développement.

L'érosion du parti social-démocrate

Privé d'affectation et désactivé

Ainsi, les soixante-huitards sont une génération arrivée en retard en politique. Lorsque les « rouges » et les Verts ont gagné les élections au Bundestag en 1998 et ont intégré le cabinet, les attitudes rouge-vertes sur les questions culturelles s'étaient d'ores et déjà imposées dans la société. Ce qui devait encore être sanctionné politiquement le fut dans les premiers mois du cabinet Schröder-Fischer. De ce fait, dès 1999, la coalition rouge-verte était pour ainsi dire sans projet, ce qui a conduit par la suite à une politique particulièrement incertaine et erratique. Durant la campagne électorale de 2002, les sociaux-démocrates et les Verts ont également eu des difficultés à donner des précisions sur leur conception commune de l'avenir. La déclaration de politique générale faite après des élections gagnées de justesse a tourné au fiasco. La situation catastrophique des finances publiques et la faible croissance des investissements privés ont imposé au Chancelier, pour ainsi dire de l'extérieur, un projet gouvernemental : l'Agenda 2010, programme rigide d'assainissement des systèmes de sécurité sociale et de réforme du marché du travail². Cette décision en faveur d'un agenda politique plus néolibéral que social-démocrate a été prise en petit comité, sans discussions approfondies au sein du SPD. Schröder a également renoncé à justifier le changement de politique sur un plan normatif, à formuler des valeurs et des idées directrices pour le soutenir. Certes, le parti social-démocrate, ayant perdu sa jeunesse et son élan, n'a pas résisté de façon offensive à ce changement de cap abrupt. Mais il s'est plié plutôt passivement à ce qu'imposait son propre gouvernement et n'a porté les réformes de l'Agenda 2010 ni avec conviction ni avec passion. Le SPD de l'ère Schröder n'était plus un facteur de mobilisation. Le Chancelier avait privé son parti d'affectation, l'avait en quelque sorte désactivé.

Par là même, le SPD a perdu sa capacité à mener des campagnes électorales et s'est éloigné de sa base, de ses origines sociales. Désactivé, coupé de ses traditions, il a perdu la classe ouvrière, l'acteur classique de son histoire. Pendant plus de cent ans, les travailleurs de l'industrie ont constitué la base sociale des sociales-démocraties, ont été le référentiel de

² Voir B. Lestrade, « Les réformes sociales en Allemagne : l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder », *Note du Cerfa*, n° 9, février 2004.

leur impulsion émancipatrice. Mais, avec l'ascension sociale des enfants de l'aristocratie ouvrière suite à la première expansion du système éducatif, un écart avait déjà commencé à se creuser entre l'élite avancée du parti et les couches sociales inférieures restées « en arrière ». Les réformes dérégulatrices du gouvernement Schröder ont renforcé le découplage entre le « nouveau centre » et les milieux « d'en-bas ». Il est révélateur que, depuis 2002, le SPD enregistre ses pertes électorales les plus importantes dans les quartiers d'habitation des classes inférieures. Même en Rhénanie du Nord-Westphalie, le centre industriel classique de la République ouest-allemande, le SPD a de nouveau perdu, en mai 2005, 15 points chez les demandeurs d'emploi par rapport aux élections régionales précédentes. L'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui se désigne souvent elle-même explicitement comme parti bourgeois (*bürgerlich*), a tiré profit de cette crise de confiance prolétarienne. Entre-temps, l'Union chrétienne est devenue entre Munich et Hambourg le parti majoritaire des ouvriers. En Bavière, deux tiers des ouvriers votent pour le parti frère, l'Union chrétienne-sociale, la CSU. Il n'est certes pas certain que l'Union puisse conserver les votes ouvriers sur la durée, mais de nombreux éléments indiquent que les couches sociales inférieures ont retiré durablement leur loyauté au SPD. Des enquêtes scientifiques montrent que chez les jeunes ouvriers de sexe masculin, chez qui les convictions anti-postmatérialistes dominent, la distance avec la social-démocratie est particulièrement prononcée.

Le SPD ne vit pas seulement une érosion de son électorat, mais également de sa base militante. Or, plus d'un tiers des membres sociaux-démocrates se sont éloignés de leur parti durant les quinze dernières années. En 1990, le SPD comptait 943.000 membres, et plus que 606.000 à la fin de l'année 2004. Les pertes ont d'ailleurs été les plus fortes dans les anciennes régions industrielles et les anciens bastions de la social-démocratie : en Sarre, en Rhénanie du Nord-Westphalie, à Brême et à Hambourg. En comparaison avec la glorieuse décennie sociale-démocrate des années 1970, le nombre de membres a fondu des deux tiers. Par ailleurs, l'âge moyen des sociaux-démocrates a fortement augmenté : 42% ont plus de 60 ans ; la part des moins de 30 ans représente seulement 5%.

Épuisé et sans voix

Mais la perte de membres et d'électeurs a également décimé un élément absolument essentiel pour la sociale-démocratie : le corps moyen (*Mittelbau*), c'est-à-dire l'ensemble des responsables permanents et bénévoles du parti. À la suite de ses lourdes défaites aux élections communales, le SPD a dû rendre de nombreux mandats et fonctions. Dorénavant, il ne peut donc plus compter sur les sismographes locaux qui, jusqu'à présent, rendaient compte de l'atmosphère de la population, ainsi que sur ses communicateurs sur le terrain. De son côté, le chancelier Schröder n'a jamais dissimulé son mépris pour ces permanents, ce qui a également contribué à la dévalorisation des activistes non professionnels, considérés dans les décennies précédentes comme l'âme du parti. Pour

ceux-ci, de nombreuses choses ont été anéanties au cours des dernières années. Durant leur longue vie dans le parti, ils ont cru fermement à la bénédiction de la démocratie industrielle, aux plans étatiques, aux mesures de direction des investissements, et étaient également attachés à une politique étrangère fondamentalement non-violente. Tout cela a été jeté par-dessus bord en Europe durant la période néo-réformatrice des « troisièmes voies », de Blair à Schröder en passant par le Suédois Persson ou le Néerlandais Kok. Cet acte d'éviction intellectuelle a rendu cois les permanents bénévoles, leur a enlevé leur identité et leurs objectifs, sans qu'une idée de génie ne soit proposée avec, en remplacement, un nouveau programme et un nouveau sens. Dès lors, les communicateurs sociaux-démocrates n'avaient plus rien à communiquer.

Ainsi, les disputes internes au socialisme démocratique, menées autrefois avec passion entre les différents courants, se sont tues. Cela a rendu le SPD plus homogène, mais également plus pauvre. Les controverses présentent finalement l'avantage de contribuer à la clarification et à la précision des positions, elles permettent d'exercer sa dextérité rhétorique et argumentative, ainsi que sa capacité à s'imposer. Les talents politiques ont besoin du bain acide des conflits durs pour pouvoir, plus tard, subsister et survivre dans le « bassin de requins » qu'est le quartier gouvernemental à Berlin. Si, autrefois, le SPD disposait de cette acidité corrosive en trop grande quantité, il en est aujourd'hui sous-approvisionné. Peut-être faut-il chercher là la raison de la pauvreté actuelle du SPD en talents et en personnalités. Il est en tout cas frappant que le SPD ne soit pourvu actuellement, parmi la relève, ni d'un spécialiste des questions sociales sortant du rang, ni d'un spécialiste particulièrement compétent en politique de la recherche et de la culture, ni avant tout d'un spécialiste capable de concevoir une politique étrangère, ou d'un spécialiste innovant en matière d'écologie.

Dans ces conditions, le SPD donne l'impression, à l'automne du gouvernement Schröder, d'avoir été considérablement vidé de sa substance et d'être épuisé. Les électeurs ont fui massivement ; les membres, déçus, ont fait leurs adieux en masse ; les activistes du passé sont désemparés et apathiques ; les perspectives politiques et personnelles sont ternes. D'un point de vue conceptuel, il est difficile de distinguer dans quelle direction le SPD veut se diriger, quel chemin et quel objectif il poursuit à moyen terme. Tel était déjà le problème des réformes d'assainissement de l'Agenda 2010 : le Chancelier, totalement désintéressé par les questions programmatiques, ne s'est jamais donné la peine d'explicitier la philosophie de son action, de se justifier en donnant une cohérence d'ensemble à sa politique quotidienne. Il a ainsi manqué au pragmatisme du gouvernement une perspective directrice claire. Quel était son objectif lors de la réforme des systèmes de sécurité sociale ? A-t-il considéré que l'État social était l'origine du malaise économique parce qu'il a trop tiré vers le haut la part des dépenses de l'État par rapport au produit intérieur brut (PIB), tout en limitant et réduisant la responsabilité et la participation personnelles, la disposition à investir, le potentiel de croissance, et en définitive la liberté individuelle ? Ou bien l'État social a-t-il été considéré par les promoteurs de l'Agenda 2010 comme un modèle social nécessitant certes d'être réorganisé, mais restant tout de même globalement une réussite, conservant un caractère attractif et méritant d'être conservé parce qu'il permet de réduire les antagonismes de classe,

de promouvoir l'égalité des chances et de favoriser l'intégration de sociétés complexes ? À ces questions, les sociaux-démocrates n'ont apporté de réponse valable et définitive ni en 2003, ni en 2004, ni en 2005. Au sein de l'élite du parti, partisans et protagonistes résolus de chacune de ces deux positions se sont confrontés dans des discussions pour le moins privées. Et parmi la relève du SPD, certains jeunes députés défendaient telle position une semaine, puis telle autre la semaine suivante, et apportaient ainsi leur soutien au point de vue qui donnait leur direction aux réformes du gouvernement social-démocrate.

Les mécanismes d'une défaite annoncée

Une république bloquée

Les électeurs n'apprécient pas cette absence de direction, les élections régionales des dernières années ont donc eu des résultats désastreux pour la social-démocratie. Le SPD a cédé la conduite du gouvernement à la CDU en Hesse, en Basse-Saxe, en Saxe-Anhalt, à Hambourg, en Rhénanie du Nord-Westphalie, au Schleswig-Holstein, en Sarre. Des pertes de plus de 10 points par rapport aux élections précédentes n'ont pas été rares. En Bavière, le SPD n'a même pas atteint 20% des voix ; en Saxe, il est resté sous les 10%. Dans le Sud prospère de la République, on ne peut en définitive même plus parler de parti de rassemblement (*Volkspartei*). Sous le chancelier Schröder, le SPD se retrouve, au niveau des Länder, dans une impasse comme jamais auparavant dans l'histoire de la République fédérale. Même durant les années 50, qui furent sombres pour le parti, le SPD dirigeait davantage de gouvernements régionaux à l'Ouest de l'Allemagne qu'aujourd'hui. Ce sont surtout les générations actives, âgées entre 30 et 50 ans, qui se sont détournées du SPD durant les deux années et demie passées. L'Union tient ainsi fermement entre ses mains le Bundesrat, la deuxième chambre législative de l'Allemagne. Étant donné que ce dernier vote environ 60% des lois du pays, le gouvernement fédéral rouge-vert n'est pratiquement plus maître de ses actions. Il n'y a plus en Allemagne de gouvernement rouge-vert au niveau des Länder, alors qu'il y en avait 5 en 1998.

Il ne fait aucun doute que la politique en Allemagne se retrouve bloquée, comme un « pat » qui serait placé entre le gouvernement fédéral rouge-vert et la majorité bourgeoise du Bundesrat. C'est cette situation de blocage qui a motivé le chancelier Schröder à annoncer, suite à la lourde défaite aux élections de Rhénanie du Nord-Westphalie du 22 mai dernier, et de manière tout à fait surprenante, de nouvelles élections pour 2005. Il s'est agi d'un coup typiquement « schröderien », décidé presque en solitaire, sans consultation du partenaire de la coalition, et sans discussion avec son propre parti. Mais au moins aura-t-il surpris, le soir même de la défaite électorale, la CDU triomphante. Il a en outre discipliné son propre camp politique, qui ainsi n'a pas mené les débats attendus sur les erreurs commises et n'a pas versé dans la discorde.

Mais dès le lendemain, la tentative de se libérer de ce blocage avait échoué et les faiblesses stratégiques de cette décision sont apparues au grand jour. Le SPD n'a de chance d'être majoritaire en Allemagne que s'il gagne sans équivoque dans le plus grand Land fédéral (Rhénanie du Nord-Westphalie), pour compenser par là ses énormes déficits dans le Sud du pays (Bavière, Saxe, Bade-Wurtemberg). Mais c'est justement en Rhénanie du Nord-Westphalie que le SPD a dû supporter, trois défaites déprimantes (élections communales, européennes et régionales) ces douze derniers mois ; là que la résignation et le désespoir des militants du SPD sont particulièrement perceptibles.

Finalement, il manque également à ces derniers un mot d'ordre pour la victoire. Car dans quel objectif mener ce combat électoral ? Pour obtenir une majorité rouge-verte au Bundestag ? La coalition rouge-verte dispose déjà de cette majorité. Une victoire lors des élections au Bundestag ne pourrait briser la contre-majorité du camp bourgeois dans la seconde chambre, mais prolongerait la situation bloquée pour quatre années supplémentaires. L'argument du blocage des institutions développé par le Chancelier se retourne stratégiquement contre lui. En effet, une victoire (aujourd'hui très hypothétique) du SPD aux élections anticipées de septembre ne changerait rien à la donne politique allemande. Un gouvernement rouge-vert serait toujours aussi incapable de gouverner le pays sans le soutien de la majorité chrétienne-démocrate du Bundesrat. Par conséquent, depuis que la coalition rouge-verte a renoncé de son propre chef au gouvernement – en tout cas, elle l'a remis en jeu -, le pouvoir lui a pour ainsi dire échappé du jour au lendemain.

La décision de Gerhard Schröder d'ouvrir la voie à des élections anticipées est certes courageuse ; elle tient très largement compte de la situation politique et économique du pays et est approuvée par une très large majorité d'Allemands (près de 80 % d'entre eux y sont favorables³). Mais elle est néanmoins perçue par les commentateurs d'outre-Rhin comme une fuite en avant, une sorte de « décision hasardeuse » à la française. Elle est surtout loin d'avoir profité au SPD qui, après l'annonce du Chancelier, est passé sous les 30 % des intentions de vote⁴. La chute du SPD dans les sondages est d'autant plus spectaculaire que la coalition rouge-verte semblait s'être stabilisée depuis l'été 2004. Mais le *come back* politique de Gerhard Schröder s'est révélé être un feu de paille. Certains observateurs de la scène politique allemande vont même jusqu'à considérer que c'est « la peur de mourir » qui le pousse à commettre ce que l'on considère de plus en plus comme un « suicide politique ».

³ Sondage Forsa/RTL, mené les 28 et 29 juin 2005 auprès de 1 009 citoyens allemands représentatifs.

⁴ Sondage Infratest dimap/ARD, mené les 30 et 31 mai 2005 auprès de 1 500 citoyens allemands représentatifs.

Une gauche allemande profondément divisée

La défaite des sociaux-démocrates semble aujourd'hui d'autant plus inéluctable que le SPD est mis en difficulté non seulement par la CDU d'Angela Merkel, mais aussi et surtout par un nouveau parti « socialiste » en train de s'établir à gauche du SPD. Il s'agit de « l'Alliance de gauche » issue d'un regroupement très récent entre les néocommunistes du PDS, très présent dans les nouveaux Länder, et les contestataires ex-sociaux-démocrates de l'Alternative électorale pour l'emploi et la justice sociale (Wahlalternative für Arbeit und soziale Gerechtigkeit, WASG). Ancrée dans les anciens Länder, cette jeune formation est née dans le contexte des protestations contre les réformes sociales de la loi dite Hartz IV. La fusion entre le PDS et la WASG fait planer une vraie menace sur le SPD. Crédité de 11 % dans les sondages⁵, « l'Alliance de gauche » risque en effet de priver ce dernier d'une bonne partie de son électorat, en particulier celui des milieux ouvriers et des milieux défavorisés, ce qui devrait également avoir un impact considérable sur les relations, très tendues depuis l'adoption de l'Agenda 2010, entre le SPD et les syndicats.

« L'Alliance de gauche » pourrait même dépasser en voix les Verts et les libéraux du FDP, en devenant ainsi la troisième force politique du pays. Cette éventualité semble encore plus probable depuis que l'ex-président du SPD, Oskar Lafontaine, a pris la tête de cette formation. Ce dernier ne se contente d'ailleurs pas d'attirer les électeurs déçus de la sociale-démocratie à la Schröder. Tout comme ses camarades du PDS, il s'efforce de canaliser l'ensemble du spectre protestataire et n'hésite pas à emprunter des thèmes électoraux d'habitude réservés à l'extrême-droite. En « allant à la pêche » aux électeurs radicaux de tous bords, il s'expose certes à la critique du SPD, qui dénonce très vivement la dérive démagogique de son ancien président, mais il peut ainsi réduire très clairement les chances de l'extrême droite allemande d'accéder au Bundestag. Cependant, les intentions d'Oskar Lafontaine ne s'arrêtent sans doute pas là. Son véritable objectif est de mettre un terme à la carrière politique de son éternel rival, Gerhard Schröder, de stopper la « dérive néo-libérale » du SPD et, peut-être, de devenir l'architecte d'une réconciliation politique, sinon même d'une unification, entre les deux ailes de la gauche allemande.

Mais un tel scénario n'est pas près d'arriver. En attendant, les ténors sociaux-démocrates tirent à « boulets rouges » sur leurs concurrents de gauche, en excluant toute alliance post-électorale. Pour eux, « l'Alliance de gauche » est avant tout constituée des post-communistes est-allemands, et le SPD n'est pas encore prêt à envisager la création d'une « gauche plurielle », fût-elle majoritaire dans le pays. Car, même si une victoire de la CDU/CSU et du FDP semble plus que probable d'après les sondages du début du mois de juillet, les voix des trois partis de gauche réunis ne sont pas très loin de celles du « camp bourgeois ». Mais la création d'une « gauche plurielle » serait tout aussi dangereuse pour l'équilibre interne du SPD que la formation d'une grande coalition avec la CDU. Cette dernière

⁵ Sondage Forsa/RTL/n-tv, mené du 20 au 24 juin 2005 auprès de 2 504 citoyens allemands représentatifs.

formule, si elle devait s'avérer nécessaire, aurait peut-être d'ailleurs le soutien du Chancelier – à la différence de nombreux députés sociaux-démocrates, qui seraient sans doute davantage attirés par la première option, même s'ils se montrent aujourd'hui très critiques à l'égard de « l'Alliance de gauche ».

Ces divergences sont le reflet de l'état général du SPD. Aussi, dans son discours au Bundestag précédant le vote de confiance des députés, Gerhard Schröder a insisté sur le caractère instable de sa propre majorité et du manque de soutien accordé par les sociaux-démocrates aux réformes économiques et sociales du gouvernement rouge-vert. Cette « autocritique » était nécessaire pour que la demande de dissolution apparaisse conforme à l'esprit de la Loi Fondamentale (*Grundgesetz*), mais elle traduisait aussi le malaise du Chancelier face aux critiques incessantes et aux contre-propositions inopinées émanant de l'aile gauche du SPD depuis sa réélection en 2002.

L'entrée en scène du Président fédéral

La situation politique en Allemagne est plus que paradoxale. Conçue avant tout pour braver le spectre de l'instabilité gouvernementale qui avait marqué la République de Weimar, la Loi Fondamentale de la République fédérale soumet la dissolution du Parlement à des conditions extrêmement restrictives. Ni le Chancelier, ni une majorité parlementaire ne peuvent décider d'élections anticipées. En l'absence d'un vote de défiance constructive qui nécessite l'élection d'un nouveau chancelier à la suite d'un changement de majorité parlementaire – option inconcevable dans le contexte politique actuel à Berlin -, la Loi Fondamentale ne prévoit une dissolution que si un chancelier est battu après avoir posé une question de confiance⁶. Toutefois, même dans ce cas, la décision de dissoudre le Bundestag appartient entièrement au président de la République Horst Köhler. Cette décision est lourde de conséquences, car elle peut être susceptible d'un recours devant la Cour constitutionnelle. Or, la voie choisie par Gerhard Schröder – qui a demandé à ses collaborateurs et partisans les plus proches de lui refuser la confiance et qui s'est lui-même abstenu lors du vote de confiance le 1^{er} juillet 2005 – soulève de graves objections juridiques.

En effet, l'annonce du Chancelier, le 22 mai, de convoquer les électeurs pour une élection législative anticipée, avait bouleversé, puis profondément divisé les sociaux-démocrates. Cette division s'est reflétée dans le vote de confiance du 1^{er} juillet, qui a vu la moitié des députés sociaux-démocrates s'abstenir, comme l'avait demandé le Chancelier, tandis que 151 députés lui ont « malgré tout » accordé leur confiance. La mise en scène de la

⁶ La Constitution prévoit encore un deuxième cas pour une dissolution éventuelle, cas si rare qu'il ne s'est jamais présenté dans l'histoire de la RFA : si un candidat à la chancellerie n'obtient pas la majorité absolue des voix des députés au troisième tour de scrutin, le Président fédéral peut dissoudre le Bundestag et organiser de nouvelles élections.

défiance fut donc littéralement grotesque. Les opposants sociaux-démocrates du Chancelier lui ont accordé leur confiance, tandis que ses partisans les plus fidèles, suivant les instructions de leur chef, la lui ont refusé, la mort dans l'âme.

Confronté à une vraie « fausse question de confiance », le Président fédéral, qui dispose d'un délai de réflexion de 21 jours, devra prendre une décision très difficile. Le Chancelier dispose encore d'une majorité au Parlement, indépendamment de la mise en scène du 1^{er} juillet. Il s'agit d'une très courte majorité, certes, mais elle ne lui a jamais fait défaut depuis sa réélection en 2002. Force est néanmoins de constater qu'une partie des sociaux-démocrates, même s'ils votent les réformes de Schröder, ne partagent pas les idées et objectifs de ce dernier et le font sans cesse savoir dans les médias et dans leurs circonscriptions régionales – ce qui notamment explique la chute du SPD dans les sondages et la série des défaites régionales. En même temps, l'action du gouvernement est très sérieusement handicapée par les blocages qui résultent de l'interaction entre le Parlement et la Chambre des Länder, cette dernière étant contrôlée par les chrétiens-démocrates. Le Chancelier fédéral n'a donc pas tort lorsqu'il déplore le manque de légitimité et le manque de confiance dont souffre son gouvernement. D'où le soutien massif de l'opinion publique à l'organisation d'élections anticipées.

Le Président fédéral se trouve donc face à un dilemme. S'il donne son accord à des élections anticipées, il passera sous silence les aspects plus que douteux, d'un point de vue juridique, du vote de confiance du 1^{er} juillet – tout en courant le risque d'être désavoué par la Cour constitutionnelle. En revanche, il serait en phase avec la « volonté générale » et se montrerait sensible aux besoins immédiats du pays. Si, au contraire, Horst Köhler refuse de dissoudre le Bundestag, invoquant l'existence *de fait* d'une majorité rouge-verte au Bundestag, il serait en déphasage avec l'opinion publique et agirait en outre contre les intérêts de la CDU, qui l'a élu à la Présidence fédérale en juillet 2004. Il empêcherait aussi l'adoption des réformes économiques et politiques qu'il appelle de ses vœux depuis qu'il a pris ses fonctions. Enfin, une telle décision ne manquerait pas d'accroître la crise gouvernementale et peut-être même de provoquer la démission du chancelier Schröder.

La dernière bataille des soixante-huitards

Les partis chrétien-démocrate et libéral évoquent généralement pour la population un renouveau que les sociaux-démocrates, avec un parti vidé de sa substance, ne peuvent plus promettre de façon convaincante. Ces jours-ci, les visages du camp bourgeois semblent refléter une plus grande fraîcheur et une plus grande soif d'agir que ceux de *l'establishment* rouge-vert, devenus bien gris. Il ne fait aucun doute que la sortie de scène des soixante-huitards est proche ; durant l'été 2005, ceux-ci vont probablement mener leur dernière bataille de politique intérieure.

Mais ils n'accepteront pas la défaite sans se battre. Gerhard Schröder et le chef du SPD, Franz Müntefering, ne sont pas faits de ce bois-là. Leur ascension sociale est le fruit d'un combat pénible et obstiné ; ils ne se laisseront donc pas tirer vers le bas avec résignation par les partis des privilégiés. Schröder et Müntefering sont caractérisés par un instinct particulièrement en éveil lorsqu'ils sont en danger, et ils se révèlent forts à chaque fois qu'ils ont le dos au mur. Ce sont des virtuoses de la surprise, du coup étonnant, de l'attaque foudroyante. Ils saisissent les occasions avec sang-froid et courage. C'est pour cela qu'ils sont profondément craints dans les rangs de l'Union.

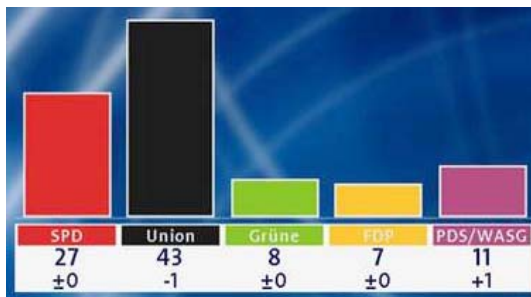
Le fait qu'un parti à gauche du SPD réussisse à passer le seuil des 5% des voix et à intégrer le Bundestag pourrait s'avérer décisif, cet automne, pour le résultat des élections au Bundestag. Dans une telle situation, la coalition bourgeoise entre l'Union et le FDP devrait dépasser la somme de trois partis d'opposition et non de deux, ce qui s'avère plus difficile. Si l'alliance d'Angela Merkel et de Guido Westerwelle demeure en-dessous de ce seuil, alors les sociaux-démocrates pourraient finalement se maintenir au gouvernement – en tant que partenaire minoritaire d'une grande coalition au côté du parti du nouveau chancelier, les chrétiens-démocrates.

Toutefois, même dans ce cas, l'ère des soixante-huitards au sein du SPD et de la politique allemande toucherait à sa fin. L'une ou l'autre personne de cette génération devrait tout au plus assurer la transition. Mais c'est de toute manière une nouvelle époque qui commencera en hiver 2005/2006 au sein du SPD, avec la transmission du pouvoir à une nouvelle génération. Le nombre des talents remarquables est néanmoins réduit : le SPD n'est quasiment pas représenté dans la classe d'âge des 40 à 55 ans, car les hommes politiques talentueux de ces générations se trouvent aujourd'hui dans l'Union ou chez les Verts. Quant aux moins de quarante ans du SPD, ils se caractérisent essentiellement par le contentement de soi et le confort « flemmard », qu'expriment des visages ronds de satisfaction. Peu nombreux sont ceux qui se distinguent au contraire par leur impulsion,

leur force rhétorique, leur volonté de fer et leur esprit ferme de conversion. Andrea Nahles, la meneuse de la gauche du parti, ainsi que Sigmar Gabriel, l'ancien ministre-président de la Basse-Saxe en font partie. Mais il leur manque encore de l'expérience, du poids, de l'autorité – ainsi qu'une qualité démontrée de gagnants. Les soixante-huitards ont dominé le SPD pendant trois décennies. Leur départ créera un énorme vide personnel, conceptuel et organisationnel. Un certain temps devra passer jusqu'à ce que ce vide soit comblé. Il semblerait donc que les partis de la bourgeoisie aient pris, dans un premier temps, une certaine avance pour les quatre années à venir.

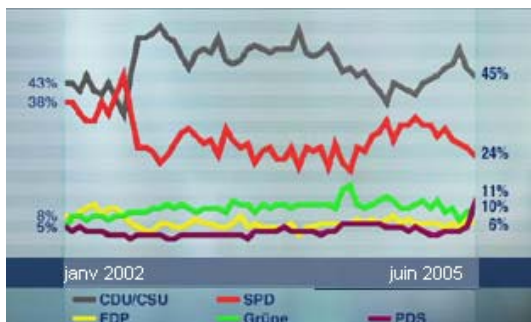
Annexes

1/ Le parti qui arriverait en tête des élections dimanche prochain serait...

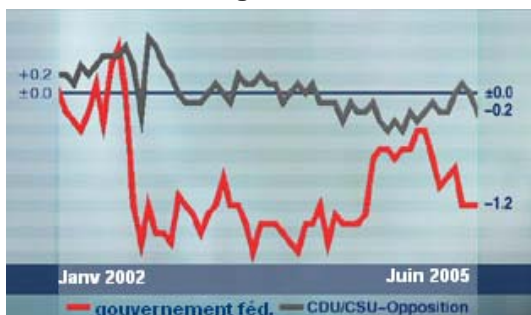


Source : « Sonntagsfrage », Infratest dimap/Deutschlandtrend, 10 juillet 2005, <www.ard.de>.

2/ Côte de popularité des partis politiques allemands depuis janvier 2002



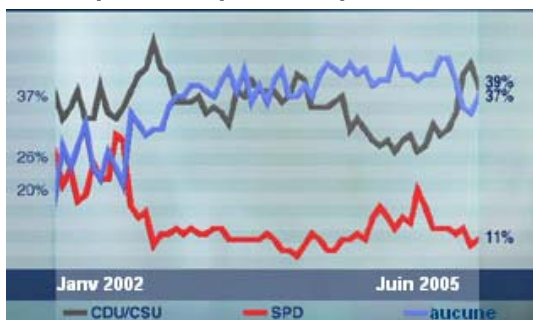
3/ Satisfaction du gouvernement ou de l'opposition



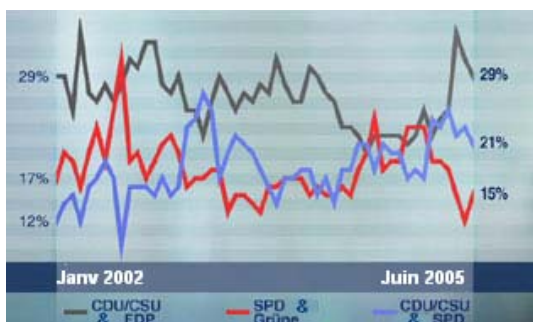
4/ De quelle manière le gouvernement effectue-t-il son travail ?



5/ Compétences pour les questions économiques



6/ Coalitions souhaitées



Source : « Politbarometer », ZDF, 24 juin 2005, <www.zdf.de>.